

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 26 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC)

Rue de Beaumont
95820 BRUYERES SUR OISE

Références : UD95 – 2022 - 848
Code AIOT : 0006509350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2022 dans l'établissement REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC) implanté Rue de Beaumont 95820 BRUYERES SUR OISE. L'inspection a été annoncée le 18/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REFINAL INDUSTRIES (ex COREPA SNC)
- Rue de Beaumont 95820 BRUYERES SUR OISE
- Code AIOT : 0006509350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société REFINAL INDUSTRIES, filiale à 100 % du groupe DERICHEBOURG est une société spécialisée dans la récupération et le traitement des métaux non ferreux issus des activités de démolition et de broyage des véhicules hors d'usage (VHU), de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et de déchets métalliques divers (platinage).

Le site de l'établissement d'une surface de 14 ha est situé sur les deux communes de Bruyères sur Oise et Bernes sur Oise.

Les activités de l'établissement sont actuellement réglementées par un arrêté préfectoral du 12 juin 2020.

La société est autorisée à exploiter sur le site :

- au sein de l'unité « COREPA », des activités de recyclage de métaux non ferreux issus des activités de démolition et de broyage de véhicules hors d'usage (VHU),
- au sein de l'unité « FRICOM », des activités de traitement de déchets de gros électroménagers

froids (appareils de production de froid ménagers et professionnels mis au rebut,...),

- au sein de l'unité « ECOVAL », une ligne de tri de déchets de composants valorisables présents dans les résidus légers issus du broyage de véhicules hors d'usage (VHU), de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et d'autres déchets métalliques.

L'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 définit les conditions d'exploitation des installations du site. Cet arrêté est venu faire évoluer le précédent arrêté préfectoral du 15 octobre 2015, alors qu'une demande de modification était instruite avec une augmentation des capacités de traitement de l'unité FRICOM de 50 t/j à 62t/j de GEM-F.

Les principaux enjeux du site concernent :

- la traçabilité des déchets depuis leur entrée sur site jusqu'à leur sortie,
- la prévention des pollutions atmosphériques et aqueuses,
- la maîtrise du risque incendie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 7.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	
3	Inventaire des effluents aqueux et gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point III. de l'annexe 2	/	Lettre de suite préfectorale	
5	Surveillance des rejets d'eau résiduaire	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point X. de l'annexe 3.1	/	Lettre de suite préfectorale	
6	Surveillance et valeurs limites d'émission (gaz) (AP)	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point I. de l'annexe 2	/	Sans objet
4	Surveillance et valeurs limites d'émission (eau)	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 4.3.9	/	Sans objet
7	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 12/06/2020, article 8.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité concerne l'implantation des poteaux incendie. En certains points, aucun poteau n'est situé à moins de 100 mètres. Sur ce point, l'exploitant pourra étudier la faisabilité de mise en conformité à l'article 7.2.4 de son APC ou bien solliciter une modification de ses conditions d'exploiter à ce sujet, à travers un porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation. En outre, les mises à jours des exigences suite au réexamen IED des conditions d'exploiter n'ont pas nécessairement été prises en compte. Il conviendra pour l'exploitant de mettre à jour le programme de surveillance eau/gaz en conséquence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point I. de l'annexe 2
Thème(s) : Autre, SME
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : [...]</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique qu'un système de management environnemental (SME) est en place. En outre, le site du Bruyères-sur-Oise est en cours de certification ISO 14001, à ce sujet en juillet 2022 a eu lieu un audit interne, et la certification est prévue pour décembre 2022. La dynamique du site est celle de tri-certification (9001, 14001 et 45001). En outre, l'exploitant indique que son analyse environnementale de ses activités, lui permet d'identifier les mesures environnementales significatives à mettre en œuvre. C'est-à-dire qu'au-delà de la conformité aux prescriptions réglementaires des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'exploitant s'engage à mettre en œuvre davantage de mesures (performance énergétique, etc.). Le site est d'ailleurs certifié WEEELABEX, sur son système de management de l'environnement. La partie performance concerne la thématique de gestion des fluides frigorigènes, sur laquelle un audit a lieu tous les ans, et dernièrement en mai 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Poteau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] de 6 poteaux incendie au minimum d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils sont alimentés par le réseau public d'eau potable. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 240 mètres cubes par heure durant deux heures. [...]
Constats : En mars 2022, le dernier contrôle a concerné l'ensemble des équipements de défense contre l'incendie du site, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- Les poteaux incendie ;- Les extincteurs ;- Les robinets d'incendie armés. 6 poteaux incendie sont répartis sur le site, lesquels ont été contrôlés en mars 2022 notamment en ce qui concerne la pression à laquelle ils sont soumis et le débit qu'ils doivent être en mesure de fournir. De plus, cette année 11 robinets d'incendie armés ont été ajoutés au niveau de l'unité FRICOM. L'exploitant a identifié sur une carte l'implantation des 6 poteaux d'incendie. Il apparaît qu'en certains points de la limite de l'installation, notamment au sud-est, aucun appareil, permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cube par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter, ne se trouve à moins de 100 mètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 3 : Inventaire des effluents aqueux et gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point III. de l'annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité ; 3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins : a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ; c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ; d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.
Constats : L'exploitant a identifié dans un tableau qu'il a présenté en séance, ses activités et les milieux impactés. Notamment, en ce qui concerne le milieu aquatique, certaines activités peuvent être impactantes. Toutefois aucun schéma simplifié indiquant l'origine des émissions et aucune identification des substances pertinentes, points qui étaient ceux contrôlés, n'ont été vérifiés. L'exploitant n'a pas réalisé ces deux exigences de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. En ce qui concerne le milieu atmosphérique, certains paramètres sont identifiés comme impactant le milieu pour certaines activités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Surveillance et valeurs limites d'émission (eau)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Les valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites prescrites. [...]
Constats : L'exploitant a présenté en salle ses dernières analyses au point de rejet n°2 ne laissant pas apparaître de dépassement. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des rejets d'eau résiduaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article point X. de l'annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes : [...]
Constats : Les dernières analyses ont été réalisées à une fréquence qui est demeurée trimestrielle. Or il a été rappelé à l'exploitant que suite au réexamen IED des ses conditions d'exploiter, comme décrit dans le rapport de l'Inspection référencé UD05/2022/207 transmis par courriel du 12 avril 2022 et par voie postale, des contraintes réglementaires supplémentaires s'imposent au programme de surveillance historique du site. Cela conformément au point X. de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Par exemple la fréquence de suivi des paramètres MES, DCO et Indice hydrocarbure au point de rejet n°2 doit être mensuelle et non plus trimestrielle comme cela est toujours le cas d'après le tableau synthétisant le programme de surveillance réalisé dernièrement par l'exploitant et présenté en séance. Néanmoins, aucun dépassement n'était identifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Surveillance et valeurs limites d'émission (gaz) (AP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux et concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). [...]
Constats : Un dépassement sur le paramètre poussières a été mis en évidence lors du contrôle inopiné réalisé en juillet 2022. D'après l'exploitant, le matériel (marteaux) est en fin de vie, ce qui pourrait expliquer le dépassement en poussières. Ainsi la fréquence de maintenance de ce matériel a été renforcé suite au dépassement. Toutefois, sur le paramètre poussières, une valeur limite d'émission de 10 mg/Nm3 s'applique désormais, étant donné qu'un filtre en tissu ne serait pas applicable d'après l'exploitant, conformément au point III. de l'annexe 3.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. En effet, la mise en place de filtre en tissu sur les installations actuelle serait complexe d'après l'exploitant. Le traitement à l'œuvre est humide et pas sec, ce qui compliquerait d'après l'exploitant, l'atteinte d'une valeur limite d'émissions à 10 mg/Nm3. L'exploitant a expliqué que pour atteindre de tels niveaux, il faudrait mettre en place l'utilisation de produits, tels que la chaux, qui pourraient avoir des incidences négatives sur l'environnement, et même dans de tels cas, la VLE de 10 serait difficilement atteignable. L'exploitant estime que même avec de telles mesures une VLE de 15 au maximum pourrait être tenue éventuellement. En tout état de cause, des valeurs inférieures à 10 mg/Nm3 n'ont jamais été atteintes d'après l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 7 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : L'exploitant réalise l'auto-surveillance des émissions atmosphériques et des rejets aqueux à différentes fréquences (annuelle, semestrielle, trimestrielle, en continu). Conformément à l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020, l'exploitant met également en œuvre des mesures comparatives une fois par an. En ce qui concerne les émissions atmosphériques, la dernière mesure comparative a été réalisée par ENTIME (COFRAC n°1-5517), accrédité pour l'échantillonnage et le prélèvement, et par EUROFINIS (COFRAC n°1-6925), accrédité pour les analyses physico-chimiques. En ce qui concerne les rejets aqueux, la dernière mesure comparative a été réalisée par COELYS et par WESSLING (COFRAC n°1-1364), accrédité pour les analyses physico-chimiques. Ainsi pour les analyses de substances dans l'eau, le laboratoire WESSLING de Lyon, est bien agréé, notamment pour les paramètres dans les eaux résiduaires : <ul style="list-style-type: none">- MES,- Indice ST-DCO,- DBO5,- Indice hydrocarbure- Chrome hexavalent,- Chrome,- Fer- Aluminium,- Indice Phénol,- Indice Cyanures Totaux,- Arsenic,- Zinc,- Cuivre,- Nickel,- Étain,- Plomb,- AOX,- PCB.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2020, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Déchets à traiter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La quantité maximale de déchets en attente de traitement sur le site de l'unité COREPA est de 16 000 t. La quantité de déchets stériles issus du traitement des déchets sur le site de l'unité COREPA n'excède pas 1500 tonnes. La quantité de déchets inertes (cailloux) issus du traitement des déchets sur le site de l'unité COREPA n'excède pas 20 tonnes. Les stockages à l'air libre s'effectuent uniquement Sur aire bétonnée étanche,</p> <p>[...]</p> <p>Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envois de poussières, En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri. L'entreposage des déchets est réalisé de façon à faciliter l'intervention des moyens de secours en cas d'incendie. La hauteur maximale de stockage est limitée à 7 m. En tout état de cause, la stabilité des stockages doit être assurée. L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des déchets présents sur le site. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de Secours.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : A l'aide de son outil AS400, l'exploitant a présenté le suivi des matériaux sur le site, en ce qui concerne l'unité COREPA : - 3788 tonnes étaient présents à la fin du mois d'août ; - 3517 tonnes sont entrées depuis fin août ; - 5053 tonnes sont sorties depuis fin août ; Ainsi le stock final était de 2252 tonnes au moment de l'inspection. En ce qui concerne les déchets stériles issus du traitement des déchets sur l'unité COREPA, la quantité restant à la fin du mois d'août était de 117 tonnes.</p> <p>Une estimation visuelle de la quantité de déchets stériles répartie en plusieurs tas s'élève à au plus 240 tonnes.</p> <p>En outre, les stockages à l'air libre étaient biens sur une aire bétonnée et d'apparence correctement étanche.</p> <p>Les stockages ne dépassaient pas 7 mètres.</p> <p>Les prescriptions contrôlées sont vérifiées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet